



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition n° 50 du 31 décembre 2009*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 4 janvier 2010

## SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....	1305
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>1305</b>
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....</b>	<b>1305</b>
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières .....	1305
Arrêté n° 09.BMSSE.139 accordant délégation de signature à Monsieur Jacques SABLAYROLLES, directeur des libertés publiques par intérim.....	1305
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>1306</b>
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité .....	1306
Extrait de l'arrêté interpréfectoral (Vosges / Meurthe-et-Moselle) n° 2220/2009, du 7 décembre 2009, portant adhésion des communes de Grimonviller et de Vandœuvre au SIVOM de Vicherey et de la Haute Vallée de l'Aroffe.....	1306
Extrait de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2009 autorisant la dissolution du syndicat intercommunal scolaire de Neuves Maisons au 31 décembre 2009.....	1306
Extrait de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2009 autorisant la modification des statuts de la communauté de communes du bassin de Pompey à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2010.....	1307
Extrait de l'arrêté du 29 décembre 2009 autorisant l'extension des compétences de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson en matière de développement économique.....	1307
Extrait de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2009 autorisant la dissolution du syndicat intercommunal pour la piscine de Frouard – Pompey – Liverdun au 31 décembre 2009.....	1307
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEY .....</b>	<b>1308</b>
Extrait de l'arrêté du 31 décembre 2009 autorisant la modification de l'article 2 des statuts de la Communauté de Communes du Mad à l'Yron .....	1308
<b>SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE .....</b>	<b>1308</b>
Bureau des collectivités locales et de l'environnement .....	1308
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2009 autorisant le retrait de Flin du syndicat à la carte de Saint Clément Laronxe.....	1308
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>1308</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE .....</b>	<b>1308</b>
Extrait de l'arrêté ARH n°179/2009 du 12 décembre 2009 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 - Clinique Louis PASTEUR à Essey-lès-Nancy N° FINESS : 54 0 000478 .....	1308
Extrait de l'arrêté ARH n°180/2009 du 12 décembre 2009 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 – Polyclinique MAJORELLE à Nancy N° FINESS : 54 0 013224.....	1309
Extrait de l'arrêté ARH n°181/2009 du 12 décembre 2009 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 – Polyclinique « La Ligne Bleue » à Epinal N° FINESS : 88 0 788591.....	1309
Extrait de l'arrêté ARH n°182/2009 du 12 décembre 2009 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 – Polyclinique de Gentilly et Saint Don à Nancy N° FINESS : 54 0 000486.....	1309
Extrait de l'arrêté ARH n°183/2009 du 12 décembre 2009 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 – A.L.T.I.R. à Vandœuvre-les-Nancy N° FINESS : 54 0 000981 .....	1310
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....</b>	<b>1310</b>
Service Actions et Etablissements de Santé .....	1310
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/1683-09 du 17 décembre 2009 portant radiation de l'agrément n°155 de l'entreprise de transports sanitaires AMBULANCES GUILLET – 64 avenue Charles de Gaulle – 54910 VALLEROY .....	1310
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/1704-09 du 22 décembre 2009 portant radiation de l'agrément n°007 de l'entreprise de transports sanitaires AMBULANCES KAYSER – 20 rue de l'Hôtel de Ville – 54260 LONGUYON .....	1310
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/1685-09 du 21 décembre 2009 portant agrément n°175 de l'entreprise de transports sanitaires SARL AFONSO et NIHOTTE TAXIS AMBULANCES – 20 rue de l'Hôtel de Ville – 54260 LONGUYON .....	1311
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/1639-09 du 18 décembre 2009 portant modification de l'agrément n°154 de l'entreprise de transports sanitaires SARL BEAUREGARD AMBULANCES – 19 rue de la Meuse – 54320 MAXEVILLE .....	1311
Service Solidarité - Autonomie .....	1312
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n°1676 du 15 décembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Résidence Poincaré" de BOUXIERES-AUX-DAMES.....	1312
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n°1677 du 23 décembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Sainte Famille" de VANDEUVRE-LES-NANCY.....	1312
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 1678 du 15 décembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les 3 Rivières" de BLAINVILLE-SUR-L'EAU .....	1313
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n°1721 du 23 décembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Le Haut du Bois" de JARVILLE-LA-MALGRANGE.....	1314
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE .....</b>	<b>1314</b>
Service aménagement foncier .....	1314
Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/AFC/N°579 du 23 décembre 2009 portant sur l'envoi en prise de possession provisoire sur la commune de Bonviller – Bienville la Petite .....	1314
Service SHA/ANAH.....	1315
Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA /HAB/020 du 20 novembre 2009 complétant la composition de la Commission locale d'amélioration de l'habitat et modifiant sa dénomination.....	1315
<b>DIRECTION DES SERVICES FISCAUX DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1322</b>
Extrait de l'arrêté du 18 décembre 2009 portant clôture des travaux de remaniement du cadastre de la commune de Vittonville.....	1322
<b>AUTRES SERVICES .....</b>	<b>1322</b>
<b>CENTRE DE DETENTION D'ECROUVES.....</b>	<b>1322</b>
Le Chef d'établissement du Centre de détention d'Ecrouves donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (articles R57-8 et R57-8-1) aux personnes désignées et pour les décisions administratives individuelles ci-dessous :.....	1322
Décisions et propositions relatives à l'isolement – Délégation de signature.....	1324
Décision du 14 décembre 2009 portant délégation de signature .....	1324

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES***Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières*

**Arrêté n° 09.BMSSE.139 accordant délégation de signature à Monsieur Jacques SABLAYROLLES, directeur des libertés publiques par intérim**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;  
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ;  
VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté ministériel n°04/1377/A du 10 novembre 2004 nommant M. Jacques SABLAYROLLES directeur des services de préfecture ;  
VU l'arrêté ministériel du 26 septembre 2008 nommant M. Jacques SABLAYROLLES conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer en qualité de directeur du développement durable et des politiques interministérielles à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à compter du 22 septembre 2008, pour une période de cinq ans ;  
VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2009 portant organisation des services de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;  
VU la décision préfectorale du 31 décembre 2009, confiant à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur du développement durable et des politiques interministérielles, l'intérim de la direction des libertés publiques à compter du vendredi 1<sup>er</sup> janvier 2010, dans l'attente de l'arrêté ministériel de nomination de Mme Antoinette AUDIA sur cette dernière direction ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Article 1 : Délégation est donnée à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur des libertés publiques par intérim, à l'effet de signer dans la limite des attributions de la direction :

- 1) Tous documents et correspondances relatifs au fonctionnement courant du service.
- 2) Tous actes, documents et correspondances comportant une décision d'autorité à l'exception :
  - du contrôle des arrêtés municipaux,
  - des mesures prises dans le cadre du pouvoir de substitution aux maires,
  - des autorisations de création ou de suppression de bureaux de vote,
  - des arrêtés relatifs à l'organisation des élections,
  - des arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers.

Article 2 : Délégation de signature est donnée à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur de la réglementation et des libertés publiques par intérim à l'effet de :

- signer les ampliations des documents relevant de ses attributions
- désigner les délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales pour les communes de l'arrondissement de Nancy à l'exception des villes de Nancy et Vandœuvre-les-Nancy.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à M. Jacques SABLAYROLLES à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction de la réglementation et des libertés publiques assure la responsabilité de gestion pour les dépenses inférieures à 10 000 €.

Article 4 : Délégation de signature est donnée à M. Jacques SABLAYROLLES à l'effet de signer les décisions de placement en rétention administrative visées au titre 5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, les demandes de prolongation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance, ainsi que les mémoires dans le cadre du contentieux d'urgence lié à la rétention.

Article 5 : Délégation de signature est donnée à M. Jacques SABLAYROLLES à l'effet de signer les décisions portant :

- refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour ou
  - retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour
- assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé
- abrogation des arrêtés de refus de séjour assortis de l'obligation de quitter le territoire français.

En cas d'absence de l'intéressée, cette délégation est exercée par Mme Sylvia POLIN, chef du bureau des étrangers ou en son absence par Mme Elisabeth DAVAL, attachée, adjointe au chef de bureau, chef de la section « séjour et asile ».

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques SABLAYROLLES, la délégation de signature définie aux articles 1, 2 et 3 est exercée par :

- pour le bureau de la citoyenneté (DRLP/1) par Mme Anne-Lise FUCHS, attachée, chef de bureau ou, en son absence, par M. Alex BAILLY, secrétaire administratif de classe supérieure, adjoint au chef de bureau.
- pour le bureau des réglementations (DRLP/2) par M. Jean-Pierre DEVIDET, attaché, chef de bureau, ou, en son absence, par Mme Sabine CHOIGNOT, attachée, adjointe au chef de bureau.
- pour le bureau des étrangers (DRLP/3) par Mme Sylvia POLIN, attachée principale, chef de bureau ou en son absence par Mme Elisabeth DAVAL, attachée, adjointe au chef de bureau, chef de la section « séjour et asile ».

Article 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques SABLAYROLLES, la délégation de signature définie à l'article 4 est exercée par Mme Sylvia POLIN, chef de bureau, ou en son absence par Mme Elisabeth DAVAL, attachée, adjointe au chef de bureau, chef de la section « séjour et asile », ou par Mmes Edith CHARRIAU-CORON, Brigitte LELOUP, Marion OUDIN, attachées, M. Ahmed CHAIB, Mlle Claire TANDAFIR et Mme Anne THOMAS secrétaires administratifs de classe normale et par M. Bertrand SIFFERT, adjoint administratif.

Article 8 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Jacques SABLAYROLLES et du chef de bureau ou adjoint au chef de bureau compétent, la délégation définie à l'article 1, alinéa 2 et à l'article 2, alinéa 2, est exercée par :

- Mmes Odile SBUTTONI, secrétaire administrative de classe supérieure et Mlle Emilie ORY, secrétaire administrative de classe normale, en ce qui concerne les attributions du bureau de la citoyenneté ;
- Mme Evelyn FREIDINGER, attachée, pour les matières relevant du bureau des réglementations, à l'exception des décisions de suspension de permis de conduire, Mme Marie-Catherine TOUSSAINT, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, pour les matières relevant des permis de conduire, à l'exception des décisions de suspension de permis de conduire, Mme Valérie SCHOLL, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, et Mme Christine DEBAIZE, secrétaire administrative de classe supérieure, pour les matières relevant du bureau des réglementations à l'exception des décisions relatives aux permis de conduire ;
- Mmes Edith CHARRIAU-CORON, Brigitte LELOUP, Marion OUDIN, attachées, M. Ahmed CHAIB, Mmes Sylvie KRIZAN, Emilie ORY, Anne PIZMOHT, Claire TANDAFIR et Anne THOMAS, secrétaires administratifs de classe normale, Mmes Sylvie KLEIN et Yolande VAUDIN, secrétaires administratives de classe supérieure pour les matières relevant du bureau des étrangers.

Article 9 : Sous le contrôle et l'autorité de M. Jacques SABLAYROLLES et de Mme Sylvia POLIN, délégation de signature est donnée à Mmes Christine VIGNERON, Catherine CLAUDIN, Gerhilt STENDER, Monique DIJEAU-LORINO, Mlles Gwenaëlle ROY, Sylviane BILOT, Stéphanie CONTAL, Isabelle RAGON et Christelle SCHÖNI, et à Mrs Philippe LEPAGE, Jean-Yves GAILLARD, Bruno GUILLEMIN, Bertrand SIFFERT, Fabrice ELOPHE, adjoints administratifs, pour les actes suivants :

- récépissés
- autorisations provisoires de séjour sauf celles accordées à titre humanitaire et dérogatoire
- demandes de contrôles médicaux et d'avis du médecin inspecteur départemental de la santé publique
- demande de pièces complémentaires
- convocations
- bordereaux d'envoi
- envoi par télécopies de documents ne comportant pas de décision.

Article 10 : Sous le contrôle et l'autorité de M. Jacques SABLAYROLLES et de Mme Sylvia POLIN, délégation de signature est donnée à Mlle Emilie ORY, secrétaire administrative de classe normale, à Mmes Christine HOLLARD, adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe et Martine VAUQUOIS-ROQUIER, adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe, pour délivrer les récépissés de dépôts de demandes de naturalisation, ainsi que les documents relatifs à l'acquisition de la nationalité française par déclaration à raison du mariage.

Article 11 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Jacques SABLAYROLLES, de M. Jean-Pierre DEVIDET et de Mme Sabine CHOIGNOT, délégation de signature est donnée à M. Michel PERNEY, adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe, pour les matières relevant de la législation relative aux cartes grises.

Article 12 : Sous le contrôle et l'autorité de M. Jacques SABLAYROLLES et de Mme Anne-Lise FUCHS, délégation de signature est donnée à Mlle Emilie ORY, secrétaire administrative de classe normale, à Mmes Christine HOLLARD adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe et Martine VAUQUOIS-ROQUIER, adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe, pour délivrer les récépissés de dépôts de demandes de naturalisation.

Article 13 : Dans le cadre du contentieux des mesures d'éloignement, y compris les référés administratifs et du contentieux lié à la rétention administrative, délégation à effet de représenter l'Etat est confiée à Mmes Sylvia POLIN, chef du bureau des étrangers, Mme Elisabeth DAVAL, attachée, adjointe au chef de bureau, Mmes Edith CHARRIAU-CORON, Brigitte LELOUP, Marion OUDIN, attachées, à M. Ahmed CHAIB, Mlle Claire TRANDAFIR et Mme Anne THOMAS, secrétaires administratifs de classe normale et à M. Bertrand SIFFERT, adjoint administratif.

Article 14 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
  - 2) aux ministres,
  - 3) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
  - 5) au président du Conseil Général,
  - 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 15 : L'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.89 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à Mme Véronique PHELPS, directrice de la réglementation et des libertés publiques, est abrogé.

Article 16 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur des libertés publiques par intérim, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 décembre 2009

Le Préfet,  
Dominique BELLIN

## DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

*Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité*

**Extrait de l'arrêté interpréfectoral (Vosges / Meurthe-et-Moselle) n° 2220/2009, du 7 décembre 2009, portant adhésion des communes de Grimonviller et de Vandéleville au SIVOM de Vicherey et de la Haute Vallée de l'Aroffe**

Le Préfet des Vosges

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que les conditions de majorité qualifiée requises par l'article L 5211-5-II du Code Général des Collectivités Territoriales sont réunies,

SUR proposition des Secrétaires Généraux des Préfectures des Vosges et de Meurthe-et-Moselle,

### ARRETEMENT

Article 1 : Est prononcée l'adhésion des communes de Grimonviller et de Vandéleville au SIVOM de Vicherey et de la Haute Vallée de l'Aroffe.

Article 2 : Les autres dispositions demeurent inchangées.

Article 3 : La Secrétaire Générale de la Préfecture des Vosges, le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de Neufchâteau, le Sous-Préfet de Toul, le gérant intérimaire de la Trésorerie Générale des Vosges, le Trésorier du syndicat, le président du syndicat, les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs et Informations Officielles de la Préfecture des Vosges et de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Epinal, le 7 décembre 2009

Le Préfet des Vosges

Pour le préfet et par délégation

Le secrétaire général par intérim

Gilles CANTAL

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Pour le préfet et par délégation

Le secrétaire général

François MALHANCHE

**Extrait de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2009 autorisant la dissolution du syndicat intercommunal scolaire de Neuves Maisons au 31 décembre 2009.**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que la majorité des conseils des collectivités membres du syndicat a demandé la dissolution de l'établissement, les dispositions de l'article L5212-33 du code général des collectivités territoriales peuvent s'appliquer ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

### ARRETE

Article 1er: Le syndicat intercommunal scolaire de Neuves-Maisons est dissous à la date du 31 décembre 2009.

Article 2 : La totalité des contrats en vigueur, l'actif, le passif et le résultat du syndicat intercommunal scolaire de Neuves-Maisons sont transférés à la communauté de communes Moselle et Madon à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul, le président du syndicat intercommunal scolaire de Neuves-Maisons et la présidente de la communauté de communes Moselle et Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

dont une copie sera adressée aux présidents et aux maires des collectivités concernées et au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 29 décembre 2009

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation  
le secrétaire général  
François MALHANCHE

---

**Extrait de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2009 autorisant la modification des statuts de la communauté de communes du bassin de Pompey à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant, qu'à l'issue de la procédure de consultation, la majorité qualifiée exigée par les articles L5211-17, L5211-20-1 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

Vu l'avis favorable du sous-préfet de Toul en date du 10 décembre 2009 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : La modification des statuts de la communauté de communes du bassin de Pompey est autorisée.

Cette modification est effective au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Article 2 : Les statuts actualisés resteront annexés au présent arrêté.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le président de la communauté de communes du bassin de Pompey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une parution au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY le 29 décembre 2009

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général  
François MALHANCHE

*Les statuts annexes sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité*

---

**Extrait de l'arrêté du 29 décembre 2009 autorisant l'extension des compétences de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson en matière de développement économique.**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application des articles L 5211-17 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : La compétence "Développement économique" de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson est complétée comme suit :

"Adhésion à la mission locale du Val de Lorraine et de Laxou "

Le reste sans changement.

Article 2 : Les statuts de la communauté de communes sont modifiés en conséquence.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 29 décembre 2009

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général  
François MALHANCHE

---

**Extrait de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2009 autorisant la dissolution du syndicat intercommunal pour la piscine de Frouard – Pompey – Liverdun au 31 décembre 2009.**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que la totalité du périmètre du syndicat est incluse dans celui de la communauté de communes et que la totalité des compétences du syndicat est exercée par la communauté de communes ; les conditions de dissolution de plein droit prévues par l'article L5212-33 du code général des collectivités territoriales s'appliquent ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

Article 1er: Le syndicat intercommunal pour la piscine de Frouard – Pompey – Liverdun est dissous à la date du 31 décembre 2009.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le président du syndicat intercommunal pour la piscine de Frouard – Pompey – Liverdun sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 29 décembre 2009

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général  
François MALHANCHE

## SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

**Extrait de l'arrêté du 31 décembre 2009 autorisant la modification de l'article 2 des statuts de la Communauté de Communes du Mad à l'Yron**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**AR R E T E**

Article 1er : La modification de l'article 2 des statuts de la communauté de communes du Mad à l'Yron est autorisée comme suit :

« B) Compétences optionnelles

Participation effective à l'avenir de la base de Chambley, en complémentarité avec l'acquéreur du site,

Signalétique professionnelle et touristique,

Logement et cadre de vie : opération façades, résorption des ruines et programme local en faveur de l'habitat,

Environnement : collecte et traitement des ordures ménagères et autres déchets,

Tourisme : développement du secteur en lien avec le parc naturel régional de Lorraine et le comité départemental du tourisme,

Gestion de l'Yron et de ses affluents,

Gestion du Rupt de Mad et de ses affluents. »

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, la présidente de la communauté de communes du Mad à l'Yron sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 31 décembre 2009

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

Le Sous-Préfet,

Jacky HAUTIER

*Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.*

## SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE

*Bureau des collectivités locales et de l'environnement*

**Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2009 autorisant le retrait de Flin du syndicat à la carte de Saint Clément Laronxe**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATANT que les conditions requises sont remplies ;

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup>. – Le retrait de Flin du syndicat à la carte de Saint Clément Laronxe est autorisé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Article 2. – Le sous-préfet de Lunéville, le président du syndicat à la carte de Saint Clément Laronxe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 21 décembre 2009

Pour le préfet,

et par délégation,

Le sous-préfet de Lunéville,

Philippe SAFFREY

*DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

## AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

**Extrait de l'arrêté ARH n°179/2009 du 12 décembre 2009 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 - Clinique Louis PASTEUR à Essey-lès-Nancy N° FINESS : 54 0 000478**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article

L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Clinique Louis PASTEUR à Essey-lès-Nancy à 75 000€, dont :

35 000€ en MIG reductible au titre des autorisations temporaires d'utilisation

40 000€ en AC non reductible compensation des effets liés au virus de la grippe H1N1

Article 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2009. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 1<sup>er</sup> décembre 2009, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir en 2009	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
1 mois	75 000 euros

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 12 décembre 2009

Le Directeur Suppléant de

l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,

Marcel DOSSMANN

**Extrait de l'arrêté ARH n°180/2009 du 12 décembre 2009 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 – Polyclinique MAJORELLE à Nancy N° FINESS : 54 0 013224**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Polyclinique MAJORELLE à Nancy à 20 293€, dont :

11 663€ en MIG non reconductible dans le cadre de l'ENC : au titre de la part variable 2007

8 630€ en AC non reconductible au titre de la périnatalité : dans le cadre du soutien aux maternités privées prenant en charge de la néonatalogie lourde

Article 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2009. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 1<sup>er</sup> décembre 2009, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir en 2009	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
1 mois	20 293 euros

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 12 décembre 2009

Le Directeur Suppléant de  
l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,  
Marcel DOSSMANN

**Extrait de l'arrêté ARH n°181/2009 du 12 décembre 2009 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 – Polyclinique « La Ligne Bleue » à Epinal N° FINESS : 88 0 788591**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Polyclinique «La Ligne Bleue» à Epinal à 60 000 €, sous la forme d'une AC non reconductible.

Elle correspond à une aide exceptionnelle en faveur des restructurations et du soutien aux établissements (frais d'études sur le Pôle Spinalien).

Article 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2009. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 1<sup>er</sup> décembre 2009, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir en 2009	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
1 mois	60 000 euros

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : La Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Vosges est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 12 décembre 2009

Le Directeur Suppléant de  
l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,  
Marcel DOSSMANN

**Extrait de l'arrêté ARH n°182/2009 du 12 décembre 2009 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 – Polyclinique de Gentilly et Saint Don à Nancy N° FINESS : 54 0 000486**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Polyclinique de Gentilly à Nancy à 139 300 €, dont :

109 300€ en MIG reconductibles au titre du Plan Cancer :

actualisation des MIG

(organisation de Réunions de Concertation Pluridisciplinaire)

(dispositif d'annonce)

dotation arrêtée le 6 avril 2009

prise en charge de la douleur chronique rebelle

autorisations temporaires d'utilisation

67 000€

60 000€

- 151 700€

54 000€

80 000€

30 000€ en AC non reconductible

compensation des effets liés au virus de la grippe H1N1

30 000€

Article 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2009. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 1<sup>er</sup> décembre 2009, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir en 2009	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
1 mois	139 300 euros

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 12 décembre 2009

Le Directeur Suppléant de  
l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,  
Marcel DOSSMANN

**Extrait de l'arrêté ARH n°183/2009 du 12 décembre 2009 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 – A.L.T.I.R. à Vandoeuvre-les-Nancy N° FINESS : 54 0 000981**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé, pour l'ALTIR à Vandoeuvre-les-Nancy, à 50 000 €, sous la forme d'une AC non reconductible : **aide exceptionnelle, dans le cadre des financements régionaux, pour promouvoir la télémedecine.**

Article 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2009. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 1<sup>er</sup> décembre 2009, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir en 2009	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
1 mois	50 000 euros

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 12 décembre 2009

Le Directeur Suppléant de  
l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,  
Marcel DOSSMANN

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**  
*Service Actions et Etablissements de Santé*

**Extrait de l'arrêté DDASS/AES/1683-09 du 17 décembre 2009 portant radiation de l'agrément n°155 de l'entreprise de transports sanitaires AMBULANCES GUILLET – 64 avenue Charles de Gaulle – 54910 VALLEROY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que Monsieur GUILLET Jean-Luc a cessé son exploitation à compter du 7 novembre 2009 ;  
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

**ARRETE**

Article 1 : A compter du 7 novembre 2009, l'entreprise de transports sanitaires « AMBULANCES GUILLET » sise, 64 avenue Charles de Gaulle à 54910 VALLEROY est radiée de la liste départementale des entreprises de transports sanitaires agréées.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière – 54000 NANCY, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, notifié à Monsieur GUILLET Jean-Luc et dont un exemplaire sera adressé à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY et de LONGWY.

Nancy, le 17 décembre 2009

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Directeur Départemental  
des Affaires Sanitaires et Sociales  
Daniel BOUFFIER

**Extrait de l'arrêté DDASS/AES/1704-09 du 22 décembre 2009 portant radiation de l'agrément n°007 de l'entreprise de transports sanitaires AMBULANCES KAYSER – 20 rue de l'Hôtel de Ville – 54260 LONGUYON**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que Madame Murielle KAYSER a cessé son exploitation à compter du 30 novembre 2009 ;  
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;



**AR R E T E**

Article 1 : A compter du 30 novembre 2009, l'entreprise de transports sanitaires « AMBULANCES KAYSER » sise, 20 rue de l'Hôtel de Ville à 54260 LONGUYON est radiée de la liste départementale des entreprises de transports sanitaires agréées.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière – 54000 NANCY, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, notifié à Madame Murielle KAYSER et dont un exemplaire sera adressé à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY et de LONGWY.

Nancy, le 22 décembre 2009

Pour le Préfet  
et par délégation  
La Directrice Adjointe  
des Affaires Sanitaires et Sociales  
Marie-Hélène MAITRE

---

**Extrait de l'arrêté DDASS/AES/1685-09 du 21 décembre 2009 portant agrément n°175 de l'entreprise de transports sanitaires SARL AFONSO et NIHOTTE TAXIS AMBULANCES – 20 rue de l'Hôtel de Ville – 54260 LONGUYON**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**CONSIDERANT**

Que le dossier déposé à l'appui de la demande de Messieurs AFONSO Aurélio et NIHOTTE Thomas est conforme à l'article R 6312-13 du code de santé publique ;

Que les locaux répondent aux normes actuellement en vigueur ;

Que les véhicules mis en circulation proviennent d'un parc existant dans le département ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

**AR R E T E**

Article 1 : Est agréée pour l'accomplissement de transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente et pour l'accomplissement de transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale, l'entreprise de transports sanitaires terrestres ci-après désignée :

Dénomination sociale : AFONSO et NIHOTTE TAXIS AMBULANCES

Forme : société à responsabilité limitée

Capital : 100 000 €

Siège social : 5 rue du 19 mars 1962

54620 BEUVEILLE

Nom commercial : AMBULANCES KAYSER

Etablissement principal : 20 rue de l'Hôtel de Ville

54260 LONGUYON

Co-gérants : Monsieur Aurélio AFONSO et Monsieur Thomas NIHOTTE

Article 2 : La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

*Cette liste est adressée annuellement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.*

Article 3 : Toute modification de l'entreprise doit être signalée à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

Article 5 : Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière – 54000 NANCY, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 7 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, notifié à Messieurs AFONSO Aurélio et NIHOTTE Thomas et dont un exemplaire sera adressé à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY et de LONGWY.

Nancy, le 21 décembre 2009

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Directeur Départemental  
des Affaires Sanitaires et Sociales  
Daniel BOUFFIER

---

**Extrait de l'arrêté DDASS/AES/1639-09 du 18 décembre 2009 portant modification de l'agrément n°154 de l'entreprise de transports sanitaires SARL BEAUREGARD AMBULANCES – 19 rue de la Meuse – 54320 MAXEVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1 : L'article 1 de l'arrêté n° 204 du 12 mars 2003 portant autorisation d'effectuer des transports sanitaires terrestres sous l'agrément n° 154 est modifié comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009 :

Dénomination sociale : BEAUREGARD AMBULANCES

Forme : société à responsabilité limitée

Capital : 7 500 €

Siège social : 19 rue de la Meuse

54320 MAXEVILLE

Nom commercial : BEAUREGARD AMBULANCES

Gérant : Monsieur VICHARD Yann

Article 2 : La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

*Cette liste est adressée annuellement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.*

Article 3 : Toute modification de l'entreprise doit être signalée à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

Article 5 : Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière – 54000 NANCY, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 7 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, notifié à Monsieur Yann

VICHARD et dont un exemplaire sera adressé à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY et de LONGWY.  
Nancy, le 18 décembre 2009

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Directeur Départemental  
des Affaires Sanitaires et Sociales  
Daniel BOUFFIER

### Service Solidarité - Autonomie

#### Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n°1676 du 15 décembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Résidence Poincaré" de BOUXIERES-AUX-DAMES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Article 1 - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :  
Maison de retraite "Résidence Poincaré" – rue Poincaré – 54136 BOUXIERES-AUX-DAMES

N° FINESS : 54 0004611

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	70 640,00	1 716 368,09
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 636 578,26	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 571,00	
	Déficit reporté	7 578,83	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 716 368,09	1 716 368,09
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 7 578,83 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Résidence Poincaré" de BOUXIERES-AUX-DAMES est fixée à 1 716 368,09 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 64,46 euros

GIR 3 et 4 : 58,32 euros

GIR 5 et 6 : 52,18 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Résidence Poincaré" de BOUXIERES-AUX-DAMES.

Nancy, le 15 décembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental  
des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspecteur principal  
Philippe KRIN

#### Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n°1677 du 23 décembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Sainte Famille" de VANDOEUVRE-LES-NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Article 1- Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :  
Maison de retraite "La Sainte Famille" – 17 rue du Bois le Duc – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

N° FINESS : 54 0003126

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	74 378,50	

Dépenses	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	987 736,41	1 103 411,69
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 632,00	
	Déficit reporté	38 664,78	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 103 411,69	1 103 411,69
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2- Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 38 664,78 euros (déficit).

Article 3- La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "La Sainte Famille" de VANDOEUVRE-LES-NANCY est fixée à 1 103 411,69 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 44,84 euros

GIR 3 et 4 : 37,32 euros

GIR 5 et 6 : 29,80 euros

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Sainte Famille" de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Nancy, le 23 décembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental  
des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe  
Claudine BARBASTE

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 1678 du 15 décembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les 3 Rivières" de BLAINVILLE-SUR-L'EAU**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1- Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD "Les 3 Rivières" – 1 rue du Presbytère – 54360 BLAINVILLE-SUR-L'EAU

N° FINESS : 54 0012788

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	225 963,92	725 682,92
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	441 719,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	58 000,00	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	725 682,92	725 682,92
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2- Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3- La dotation globale soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées "Les 3 Rivières" de BLAINVILLE-SUR-L'EAU est fixée à 725 682,92 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 43,82 euros

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées "Les 3 Rivières" de BLAINVILLE-SUR-L'EAU.

Nancy, le 15 décembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental  
des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspecteur principal  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n°1721 du 23 décembre 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Le Haut du Bois" de JARVILLE-LA-MALGRANGE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1- Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la section budgétaire soins de la maison de retraite ci-dessous désignée :  
Maison de retraite "Le Haut du Bois" – 23 Avenue du Général de Gaulle – 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE

N° FINESS : 54 0012838

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	65 042,00	411 713,96
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	336 601,96	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 070,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	390 602,21	411 713,96
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	1 671,66	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	19 440,09	

Article 2- Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 19 440,09 euros (excédent) et autres produits pour 1 671,66 euros.

Article 3- La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Le Haut du Bois" de JARVILLE-MALGRANGE est fixée à 390 602,21 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 23,84 euros

GIR 3 et 4 : 18,14 euros

GIR 5 et 6 : 12,44 euros

Article 4- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5- Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Le Haut du Bois" de JARVILLE-LA-MALGRANGE.

Nancy, le 23 décembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental  
des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe  
Claudine BARBASTE

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

### Service aménagement foncier

**Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/AFC/N°579 du 23 décembre 2009 portant sur l'envoi en prise de possession provisoire sur la commune de Bonviller – Bienville la Petite**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Les attributaires des nouveaux lots définis au plan modifié par la commission intercommunale d'aménagement foncier de BONVILLER – BIENVILLE LA PETITE dans sa séance du 12 et 13/11/2009 sont envoyés en possession provisoire dans les conditions ci-après :

Terres en orges d'hiver, escourgeons colza d'hiver dès enlèvement des récoltes, paille comprise au plus tard le 1<sup>er</sup> août 2010

Terres en blé, orge de printemps, colza de printemps, avoine: dès enlèvement des récoltes, paille comprise au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2010

Terres en maïs ensilage : dès enlèvement des récoltes, au plus tard le 15 octobre 2010

Terres en maïs grain : dès l'enlèvement des récoltes, broyage des tiges compris et au plus tard le 15 novembre 2010

Terres en tournesol : dès l'enlèvement des récoltes et au plus tard le 15 novembre 2010

Terres en herbes : au plus tard le 1<sup>er</sup> novembre 2010

Les clôtures et toutes autres installations démontables et récupérables devront être retirées des parcelles cédées au plus tard le 15 novembre 2010, passé ce délai, elles deviendront la propriété de l'affectataire du terrain et cela sans indemnité.

Jachères : le 1<sup>er</sup> octobre 2010

Arbres d'essences forestières (non indemnisés par une soulte) pourront être abattus et débités, coupés au ras du sol, branchages brûlés ou enlevés par les propriétaires actuels jusqu'au 1<sup>er</sup> août 2010 enlèvement compris dans les conditions suivantes : diamètre 40 cm minimum mesuré à 1,30 mètre de hauteur pour les hêtres, chênes et peupliers ; diamètre de 15 cm minimum mesuré à 1,30 mètre de hauteur pour l'acacias ; diamètre de 20 cm minimum mesuré à 1,30 mètre de hauteur pour toutes autres essences.

Jardins potagers et chenevières : au plus tard le 1<sup>er</sup> novembre 2010

Les arbres fruitiers abandonnés ne pourront être enlevés que par les nouveaux propriétaires sauf ceux dont la présence serait une gêne pour la réalisation des travaux connexes (abattage et enlèvement aux mêmes conditions que pour les arbres d'essences forestières).

Les arbres d'essences forestières et fruitières situés sur les nouvelles emprises de chemins pourront être exploités par les propriétaires actuels (abattage, enlèvement, branchages enlevés ou brûlés) jusqu'au 15 novembre 2010.

*Il est INTERDIT de semer des cultures dérobées dans les parcelles abandonnées, de combler les puits abandonnés sur les parcelles non réattribuées et de procéder à l'enlèvement ou à la destruction des buses (aqueducs).*

Préalablement à la réalisation des travaux connexes, les emprises des chemins ruraux supprimés seront provisoirement maintenus et chaque propriétaire supportera une servitude de passage temporaire pour l'exploitation des nouvelles parcelles qui seraient provisoirement enclavées.

Article 2 : Les modalités ci-dessus n'excluent pas les accords amiables différents qui pourraient intervenir entre les intéressés, avant les dates limites mentionnées ci-dessus.

Article 3 : Le transfert de propriété des nouvelles parcelles interviendra à la date de clôture des opérations de remembrement prononcée par arrêté préfectoral.

Article 4 : Les interdictions figurant dans l'arrêté préfectoral ordonnant le remembrement s'imposent à tous jusqu'à la clôture des opérations prononcée par arrêté préfectoral.

Article 5 : Le présent arrêté peut être déféré dans un délai de deux mois dès réception de la notification aux intéressés devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5 Place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, les Maires de BONVILLER – BIENVILLE LA PETITE, CRION, EINVILLE AU JARD, JOLIVET, LUNEVILLE, RAVILLE SUR SANON, SIONVILLER, le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Celui-ci sera publié en Mairie des communes concernées, dans un journal du département et notifié aux intéressés, inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture ; à Monsieur le Trésorier payeur général de Meurthe et Moselle ; à Monsieur le Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle ; à Monsieur le Président du conseil général, à Monsieur le Président de la fédération de Meurthe et Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 23 décembre 2009

Le Préfet  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

### Service SHA/ANAH

#### Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA /HAB/020 du 20 novembre 2009 complétant la composition de la Commission locale d'amélioration de l'habitat et modifiant sa dénomination

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Article 1er : L'arrêté fixant la composition de la commission d'amélioration de l'habitat est modifié et complété ainsi qu'il suit :

1-) Les mots : « commission d'amélioration de l'habitat » sont remplacés par les mots : « commission locale d'amélioration de l'habitat ».

2-) Membres nommés en qualité de représentants des organismes collecteurs associés de l'Union d'économie sociale du logement :

Membre titulaire :

Madame Myriam DUCARME, responsable de Région Grand Est d'ALIANCE 1 % Logement

15, avenue de la Forêt de Haye – BP 140 – 54004 VANDOEUVRE Cedex

Membre suppléant :

Madame Florence GLANOIS-ROLLAND, Directrice Adjointe de CILGERE LORRAINE

24, rue Saint Michel – 54000 NANCY

Ces deux membres sont nommés pour la durée du mandat restant à courir des autres membres de la commission. Ce mandat est renouvelable dans les conditions fixées à l'article R.321-10 du code de la construction et de l'habitation.

Article 2 : Le présent arrêté entre en application à compter de sa signature.

Article 3 : Le secrétaire général de la Préfecture et le délégué de l'Agence dans le département sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 20 novembre 2009

Le Préfet,  
Dominique BELLION

#### REGLEMENT INTERIEUR de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat du département de MEURTHE-ET-MOSELLE

La Commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH) du département de Meurthe et Moselle constituée par arrêté du préfet de Meurthe et Moselle du 19 juin 2007 et modifié par arrêté du 20 novembre 2009,

Vu le Code de la construction et de l'habitation (CCH), et notamment les articles R.321-10 (I ou II) et suivants,

Adopte son règlement intérieur ainsi rédigé :

#### Article 1er : Convocation et ordre du jour

La Commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH) est présidée de plein droit par le Directeur Départemental de la Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture ou son représentant.

Elle se réunit à l'initiative de son Président en tant que de besoin, selon la fréquence nécessaire pour ne pas retarder le financement des opérations et au moins une fois par trimestre.

Elle est convoquée par son Président ou son représentant sur la demande écrite, soit de la moitié au moins de ses membres, soit du délégué de l'Agence dans le département.

Cette convocation comportant le lieu, la date et l'heure de la réunion, ainsi que l'ordre du jour, est envoyée aux membres de la commission par tous moyens au moins huit jours francs avant la séance. Après accord des membres concernés, celle-ci peut être adressée par courrier électronique ou par télécopie.

Pour l'exécution de ses missions, la CLAH peut faire appel, en tant que de besoin, à des hommes de l'art ou aux professionnels de l'immobilier.

Le Président peut inviter à une séance de la CLAH toute personne dont il juge la présence utile pour éclairer les débats. Les personnes ainsi entendues ne participent pas au vote.

Les membres suppléants peuvent assister aux séances, participer aux débats mais ne prennent part au vote qu'en l'absence du titulaire.

#### Article 2 : Disposition d'urgence

En cas d'urgence, lorsque la CLAH ne peut être réunie dans un délai suffisamment bref, des consultations n'imposant pas la présence physique des membres peuvent être engagées. Les membres sont alors tenus à rendre leur avis par tout moyen écrit selon les règles de majorité habituelles.

#### Article 3 : Quorum et vote

La CLAH ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres en exercice est présente ou représentée.

Lorsque le quorum n'est pas atteint, la commission délibère valablement sans condition de quorum, après une nouvelle convocation portant sur le même ordre du jour et spécifiant qu'aucun quorum ne sera exigé.

En cas d'absence des membres titulaires, les membres suppléants assistent aux séances et prennent part aux votes.

Les avis sont pris à la majorité des voix exprimées, chaque membre dispose d'une voix. Les abstentions sont exclues de ce calcul.

Le vote à lieu à main levée. Il ne peut pas avoir lieu à scrutin secret.

En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Tout membre de la commission qui ne peut être représenté par son suppléant peut se faire représenter par un autre membre de la commission à qui il donne pouvoir écrit. Il doit prévenir par courrier ou télécopie le secrétariat de la commission à qui il transmet le pouvoir, daté et signé. Le nombre de pouvoirs pris en charge par un membre de la commission est limité à un.

Conformément aux dispositions de l'article R.321-10 du code de la construction et de l'habitation, lorsqu'un membre de la CLAH a un intérêt direct ou indirect aux opérations pouvant être financées, il s'abstient de participer à la discussion et à la délibération de la commission. Cette disposition s'applique également aux personnes appelées à participer aux travaux de la commission mentionnées à l'article 1er du présent règlement.

#### Article 4 : Procès-verbal

Le secrétariat de la commission locale d'amélioration de l'habitat est assuré par la Délégation locale de l'Anah.

Les délibérations de la CLAH sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président de la séance et par un membre de la commission. Les procès-verbaux des réunions font mention des membres présents qui disposent d'une voix délibérative, et des personnes qui assistent à la réunion sans voix délibérative.

Ils retracent notamment les opérations pouvant être financées pour lesquelles un membre de la CLAH, ayant un intérêt direct ou indirect, s'est abstenu de participer à la délibération de la commission.

Tout membre de la commission peut demander qu'il soit fait mention de son désaccord avec l'avis rendu.

Lorsque la CLAH a statué suivant la procédure d'urgence visée à l'article 2 du présent règlement, le procès verbal mentionne la mise en œuvre de cette procédure.

Une copie du procès verbal est adressée aux membres de la CLAH à l'occasion de la convocation de la réunion de la commission suivante.

#### Article 5 : Avis de la CLAH

L'avis de la CLAH est transmis au délégué de l'Agence dans le département qui :

- décide, sur la base du programme d'action ayant recueilli l'avis de la commission, de l'attribution des subventions dans la limite des autorisations d'engagement annuelles ou prononce le rejet des demandes d'aide,
- décide du retrait et du reversement des subventions en application de l'article R.321-21,
- décide de l'agrément ou du rejet des recours gracieux, après avis de la commission,
- signe les conventions pour lesquelles l'avis de la commission est requis préalablement.

#### Article 6 : Règles de confidentialité

Conformément à l'article 10 du règlement général de l'agence, toute personne qui assiste aux réunions de la CLAH ou qui a accès de par sa qualité de membre aux dossiers qui y sont traités, est tenue au respect de la confidentialité des données nominatives dont elle peut avoir connaissance et de toutes informations tenant à la vie privée des demandeurs.

#### Article 7 : Détermination des cas où la consultation de la CLAH est requis

L'avis préalable de la CLAH est requis avant décision du délégué de l'Agence dans le département dans les conditions suivantes :

Cas prévus par les articles R.321-10 et suivants du CCH et le règlement général de l'Agence

Il s'agit des décisions relatives :

- aux demandes concernant l'aide au syndicat avec cumul d'aide individuelle,
- à l'aide aux établissements publics d'aménagement intervenant dans le cadre d'un dispositif coordonné et d'un protocole approuvé par le conseil d'administration,
- aux conventions d'opérations importantes de réhabilitation (OIR),
- aux recours gracieux formés auprès de l'autorité décisionnaire,
- aux décisions d'annulation, retrait et reversements de subventions (R 321-10 du CCH).

Cette liste pourra être complétée, de droit, en fonction des évolutions réglementaires sans qu'il soit besoin pour la commission de délibérer sur la modification du présent article de son règlement intérieur.

Cas et critères définis par la CLAH dans les conditions de majorité prévus à l'article du présent règlement

Il s'agit des décisions relatives :

- aux demandes des propriétaires occupants et des propriétaires bailleurs, concernant des travaux de réhabilitation lourde suite à arrêté d'insalubrité ou avec rapport d'analyse de l'insalubrité,
- aux dossiers de propriétaires bailleurs de plus de 500 € HT par m² de travaux,
- aux transformations d'usage,
- aux rejets de subventions aux propriétaires bailleurs et aux propriétaires occupants, en application du programme d'action en vigueur (hors références aux articles du CCH ou du Règlement général de l'Anah).

La présente liste peut être modifiée ou complétée, par avenant au règlement intérieur ; les avenants sont adoptés dans les mêmes conditions que le règlement intérieur.

La présente liste peut être modifiée ou complétée, par avenant au règlement intérieur ; les avenants sont adoptés dans les mêmes conditions que le règlement intérieur.

Le délégué de l'Agence dans le département pourra solliciter, en tant que de besoin, un avis préalable de la CLAH, y compris sur des projets émanant de demandeurs sollicitant un avis de l'Anah préalablement à la constitution de leur dossier. Dans ce cas, l'avis de la CLAH est mentionné dans la lettre de notification individuelle de la décision.

Conformément aux dispositions de l'article R.321-10, la commission est consultée pour son territoire de compétence sur :

- le programme d'action établi par l'autorité décisionnaire,
- le rapport annuel d'activité,
- toute convention intéressant l'amélioration de l'habitat.

#### Article 8 : Approbation

Le présent règlement intérieur adopté par la CLAH réunie à Nancy le 26 novembre 2009 est annexé après signature au procès verbal de la séance.

Il est soumis pour approbation au directeur général de l'Anah.

Le Président de la CLAH

Michel MARTY

Directeur Départemental de la DDEA de Meurthe et Moselle

Un membre de la CLAH,

Daniel JACQUOT

Président de l'UNPI du département de la Meurthe et Moselle, de la Meuse et des Vosges.

### **PROGRAMME D'ACTIONS 2009 DE L'ANAH EN MEURTHE ET MOSELLE (hors territoires de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey, délégataires des aides à la pierre)**

Adopté à la commission d'amélioration de l'habitat lors de sa séance du 19 mars 2009

Entériné par la commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH) dans sa nouvelle composition (fixée par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2009) lors de sa première séance du 26 novembre 2009,

SOMMAIRE

Introduction

1ère partie : Bilan de l'année 2008 et perspectives 2009

## 1.1 Enjeux et objectifs du territoire pour le logement privé

## 1.2 Bilan de l'année 2008

## 1.3 Objectifs et dotation 2009

## 2ème partie : Dispositions du programme d'actions

## 1.1 La hiérarchisation des priorités

## 1.2 L'optimisation de la dotation budgétaire

## 1.3 La modulation des loyers

## 1.4 L'ingénierie et les programmes

## 1.5 La communication et la formation

## 1.6 La gestion de la qualité et les contrôles

## 1.7 Les partenariats

## 1.8 Le développement durable

## Introduction

L'élaboration de programmes d'actions départementaux (PAD) est instituée par les décrets de 2001 et de 2005 et confirmée depuis par les circulaires de programmation de l'Anah.

L'objectif premier de ce programme est la définition de la politique pour l'habitat privé et de ses conditions de mise en œuvre. Ces orientations guident le fonctionnement de la délégation tout au long de l'année. Ce programme doit permettre aux propriétaires d'appréhender au mieux les aides auxquelles ils peuvent prétendre.

Ce programme d'actions doit tout d'abord rappeler les enjeux et les objectifs locaux du logement privé, comporter un bilan de la politique menée et des actions engagées l'année précédente, préciser les objectifs de l'année en matière de loyers maîtrisés et de lutte contre l'habitat indigne ou très dégradé.

Il doit ensuite porter sur la définition des principales dispositions, actions et mesures à mettre en œuvre au cours de l'année pour atteindre ces objectifs, compte tenu des crédits et moyens disponibles.

Enfin, il faut préciser que ce plan d'actions concerne le département de Meurthe-et-Moselle auquel il faut soustraire le territoire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et celui de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey, délégataires des aides à la pierre.

## 1ère partie : Bilan de l'année 2008 et perspectives 2009

## 1.1. Enjeux et objectifs du territoire pour le logement privé

Le département de Meurthe-et-Moselle est caractérisé par des zones urbaines et des zones plus rurales sur lesquels les enjeux au niveau de l'habitat diffèrent.

Le sillon lorrain, du bassin d'habitat du Grand Nancy au secteur de Pont-à-Mousson, concentre des enjeux importants par une concentration d'activité et de population élevée.

Les secteurs de Toul, Vézelize-Bayon, Saint-Nicolas de Port ont pour point commun d'être traversés par des infrastructures routières et par des sites d'activité qui influent sur leur développement. La proximité relative du bassin d'habitat du Grand Nancy contribue à un report de population en raison de la pression foncière sensible sur l'agglomération. Ils font l'objet d'un nombre conséquent de migrations alternantes (domicile-travail).

Le territoire frontalier avec le Luxembourg connaît une tension importante sur l'immobilier du fait de l'emploi transfrontalier et d'un marché de l'immobilier luxembourgeois dont le niveau est très élevé. Enfin, le secteur de Briey est sous l'influence de l'agglomération messine.

Sur ces territoires, les enjeux sont de différents ordres :

la lutte contre l'habitat indigne et très dégradé,

le développement d'une offre adaptée au vieillissement et aux situations de handicap,

le développement de l'offre locative sociale.

Concernant la problématique de l'habitat indigne, une méthode d'identification de l'habitat dégradé, dite "Parc Privé Potentiellement Indigne resserré" a été mise en place par l'Anah. Ainsi, les cantons ruraux et urbains plus particulièrement concernés ont été repérés.

## 1.2. Bilan de l'année 2008

La dotation du territoire, hors délégations de compétence, s'est élevée en 2008 à 5 278 973 €, intégrant une dotation spécifique au titre de la lutte contre l'habitat indigne de 454 000 € attribuée en juillet 2008.

Pour mémoire, la Meurthe et Moselle avait bénéficié en 2007 d'une dotation de 5 334 998 €, soit un budget légèrement supérieur à celui de 2008.

**Consommation 2008**

Le tableau suivant apporte la répartition des dossiers agréés en 2008 par année de dépôt.

On constate que la dotation 2008 n'a permis d'agréer que 20 % des dossiers déposés en 2008

(en euros)

Secteurs	Dépôts 2006 Agréés 2008	Dépôts 2007 Agréés 2008	Dépôts 2008 Agréés 2008	Total dossiers agréés 2008
OPAH OPAH RR	211 061	1 147 794	392 573	1 751 428
DIFFUS	60 747	463 626	446 597	970 970
PIG	37 663	1 941 150	0	1 941 150
PST	0	431 096	0	431 096
RSP	0	0	184 329	184 329
<b>Total</b>	<b>309 471</b>	<b>3 983 666</b>	<b>1 023 499</b>	<b>5 278 973</b>

**Stock au 31 décembre 2008**

Au 31 décembre 2008, le stock de demandes non honorées atteint 3,4 M€, représentant 65 % de la dotation prévisionnelle 2009 (budget hors réserve à confirmer) et se répartit comme suit en euros :

	PB	PO	Total
DIFFUS	1 452 194	643 412	2 095 606
PIG	11 557	0	11 557
OPAH	1 061 567	232 437	1 294 004
<b>Total</b>	<b>2 525 318</b>	<b>875 849</b>	<b>3 401 167</b>

En l'absence de mesures d'optimisation et de resserrement du dispositif d'aides, prises sur le secteur diffus, avec effet rétroactif au 1er janvier 2008, le stock aurait atteint près de 5 M€ conduisant la délégation à une incapacité quasi totale à financer de nouveaux dossiers en 2009. Compte tenu de l'ampleur atteinte par le déséquilibre entre la dotation annuelle et les demandes de subvention au cours des exercices 2006 et 2007 (total dépôts 2006 et 2007 de l'ordre de 14 M€), la situation restera, malgré les décisions prises, encore très délicate en 2009.

A noter que les dispositions nouvelles sont étendues, pour certaines d'entre elles, aux secteurs en OPAH à compter de 2009 après signature d'avenants. Ces dispositions ne généreront pas d'économies, s'agissant d'enveloppes budgétaires annuelles contractualisées. Toutefois, l'application des nouvelles mesures conduira à une production supplémentaire de logements correspondant aux orientations prioritaires de l'Agence.

Bilan au regard des objectifs pour 2008

Ce bilan est annexé au présent document (annexe 1).

Les objectifs sont dépassés pour ce qui concerne les logements à loyers maîtrisés et résultent de l'agrément de dossiers déposés en 2006 et 2007 au titre du Programme d'Intérêt Général "Plan de cohésion sociale". Les résultats sont très bons pour les propriétaires bailleurs dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne (grâce à la réhabilitation des façades de la Cité Radieuse de Briey), mais restent encore faibles pour les propriétaires occupants, ceci confirmant la difficulté de faire aboutir les dossiers compte tenu de la réticence des propriétaires et de l'équilibre financier difficile à obtenir pour ces opérations.

### 1.3. Objectifs et dotation 2009

#### Objectifs 2009

L'action de l'Anah s'inscrit dans le cadre des politiques publiques de solidarité et du plan de relance de l'activité économique. Elle poursuit 4 objectifs :

une priorité croissante en faveur de la lutte contre l'habitat indigne et très dégradé :

Ces objectifs distinguent désormais les logements indignes proprement dits et un traitement préventif sur des logements très dégradés.

une amélioration qualitative des résultats concernant le logement à loyer maîtrisé :

Il s'agit de recentrer les efforts accomplis sur les zones tendues : la production de logements à loyer intermédiaire hors zones tendues est réduite. En revanche, l'effort en faveur du logement à loyer social est accentué.

l'accompagnement des propriétaires occupants modestes :

Le fonds exceptionnel dans le cadre du plan de relance cible particulièrement l'amélioration des logements des propriétaires occupants modestes. Il s'agit notamment d'aider ces ménages à réaliser des travaux d'économies d'énergie.

les copropriétés en difficulté :

Le traitement des copropriétés en difficulté bénéficiera également d'un effort financier dans le cadre du plan de relance.

### Budget 2009

Les dotations disponibles en région, comprenant la dotation classique et les dotations du plan de relance, sont les suivantes (en M€):

Dotation classique	26,98
Plan de relance	
Propriétaire occupants (PO )	3,4
Dynamisation des OPAH	1,5
Copropriétés dégradées	enveloppe non répartie
Total	31,88

L'enveloppe « PO économie d'énergie » du plan de relance a été répartie entre les régions au prorata des propriétaires occupants éligibles aux subventions Anah et habitant un logement en mauvais état ( classé 6, 7 ou 8 au sens du cadastre ) .

Cette enveloppe est assortie d'un objectif, exprimé en nombre de logements supplémentaires à réaliser : pour la Lorraine, 1700 logements supplémentaires (2000 €/logement).

L'enveloppe "dynamisation des OPAH" est destinée à financer le supplément d'activité réalisé en 2009, par rapport à la situation de référence 2008, dans les programmes ( OPAH ou PIG ) incluant un traitement de l'habitat indigne.

Les objectifs chiffrés de la délégation de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2009 (hors territoire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et du territoire de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey, délégataire des aides à la pierre) sont joints en annexe 2.

La dotation classique attribuée à la délégation est de 5,17 M€ dont 0,50 M€ au titre du plan de relance pour les PO. Une réserve de 0,78 M€ a été prévue. La délégation s'est positionnée pour bénéficier des crédits de dynamisation des OPAH.

### 2ème partie : Dispositions du programme d'actions

#### 1.1. La hiérarchisation des priorités

Chaque délégation locale doit disposer d'une grille de priorités dans son programme d'actions en cohérence avec la circulaire relative à la programmation des actions et des crédits de l'Anah.

Pour rappel :

- Les subventions de l'Anah ne sont pas un droit,
- L'article 11 du RGA (Règlement Général de l'Anah) prévoit que la CAH ou le président du département ou de l'EPCI doit apprécier l'opportunité de la prise en compte des travaux envisagés en fonction de l'intérêt économique, social, environnemental et technique du projet, de la situation du marché locatif local, des secteurs programmés, des orientations définies par les PLH ainsi que des Programmes d'Actions Départementaux, et que des refus motivés peuvent être notifiés sur ces bases,
- Les engagements se font au fur et à mesure des CAH. Il convient dès lors de définir préalablement les règles de priorité qui contribueront à l'opposabilité des décisions prises et de les inclure dans le Programme d'actions.

Les critères de sélectivité pour l'année 2009 hors territoire des délégataires figurent dans l'annexe 3 du présent programme.

#### 1.2. L'optimisation de la dotation budgétaire

Pour rappel :

- Certaines dotations peuvent se révéler insuffisantes pour faire face aux besoins du territoire,
- Le règlement général de l'Anah autorise la CAH à limiter les dé plafonnements et le montant des subventions dont le coût est jugé excessif, afin d'ajuster les moyens disponibles aux objectifs du territoire. Il permet encore d'augmenter la durée du conventionnement de 9 ans à 12 ou 15 ans,
- Ces règles doivent être précisées dans le Programme d'actions.

Au regard de ces dispositions et du nombre de dossiers en stock à fin 2008, il est nécessaire d'optimiser la dotation budgétaire et de décider de dispositions spécifiques. Celles-ci sont proposées dans

l'annexe 4 qui s'inscrivent dans la continuité des dispositions décidées en 2008 avec un resserrement supplémentaire en ce qui concerne la maîtrise des subventions accordées aux propriétaires bailleurs dans le secteur diffus.

Enfin, il est rappelé que les taux de subventions de l'Anah sont des taux maximums qui peuvent être minorés en fonction de l'intérêt économique, social, environnemental et technique du projet envisagé.

#### 1.3. La modulation des loyers

Le dispositif du conventionnement Anah en vigueur depuis le 1er octobre 2006 a fait l'objet d'ajustements des niveaux de loyers selon la délibération du conseil d'administration de l'Anah du 6 décembre 2007 commentée dans l'instruction n° 2007-04 du 31 décembre 2007. Ces ajustements sont fonction de la tension réelle et observable du marché local.



Ainsi, la CAH doit fixer les loyers plafonds en appliquant, dans le respect des plafonds de zones définis annuellement par circulaire, des règles particulières selon le type de loyers et le conventionnement avec ou sans travaux.

En Meurthe-et-Moselle, une réflexion sur le niveau des loyers avait été menée sur la base du bilan du Programme d'Intérêt Général "Plan de cohésion sociale", des études préalables aux OPAH et de leurs bilans, et de dires d'experts, et a conduit à l'adoption de dispositions à compter du 1er juillet 2008.

Un réexamen de ces dispositions est prévu au 2ème trimestre 2009 pour plusieurs raisons :

- la référence aux loyers de marché (CLAMEUR) est à comparer,
- un travail d'harmonisation est à mener avec les départements limitrophes.

Les résultats de ce travail et les dispositions nouvelles seront soumis à la CAH.

#### 1.4. L'ingénierie et les programmes

Pour rappel :

- Plus de 30 ans de politique de réhabilitation urbaine menée, en particulier grâce aux opérations programmées de l'habitat (OPAH), ont montré l'efficacité des dispositifs mis en place et la pertinence du partenariat collectivités territoriales – État – Agence Nationale de l'Habitat pour déclencher chez les acteurs privés des dynamiques de réinvestissement,
- Le Programme d'actions doit s'interroger sur les OPAH, PIG, PST, Plan de sauvegarde, OPAH copropriétés dégradées en cours ou à mettre en oeuvre sur le territoire pour réaliser les objectifs de l'habitat privé,
- Les circulaires de novembre 2002, de mars et de juillet 2005 donnent à chacune des délégations et chacun des délégataires les dispositifs nécessaires pour conduire, en partenariat avec les collectivités territoriales concernées, une véritable politique de l'habitat privé sur le territoire. Ce mode d'intervention est en effet le plus adapté pour donner toute efficacité aux interventions sur le parc privé du fait de l'implication de la collectivité maître d'ouvrage et de l'action de l'équipe d'animation.

La situation budgétaire tendue au cours de l'année 2008 a conduit la délégation à différer en 2009 le lancement de nouvelles OPAH.

Plusieurs études ont été menées sur différents territoires. Elles vont désormais pouvoir aboutir à la phase opérationnelle ce qui va augmenter le nombre d'OPAH à terme et permettra d'assurer la mobilisation des collectivités locales autour de la problématique du parc privé en général et de la lutte contre l'habitat indigne en particulier.

Une forte augmentation de l'activité programmée en 2009 est envisagée et s'inscrit pleinement dans les orientations de l'Anah.

La mise en place rapide de nouveaux programmes prévus fait partie des objectifs prioritaires de la Délégation.

Les programmes en cours à ce jour sont les suivants (hors territoire de la CUGN et de la CCBP) :

OPAH actives :

- Communauté de Communes Moselle et Madon,
- Communauté de Communes du Pays du Sânon,
- Communauté de Communes des Pays du Sel et du Vermois,
- Communauté de Communes de la Vallée de la Plaine,
- Communauté de Communes du pays de Colombey et du Sud Toulousain,
- Communauté de Communes de la Vezouze,
- Communauté de Communes du Val de Meurthe.

Le programme prévisionnel des OPAH, PST, PIG est le suivant (hors territoire de la CUGN et de la CCBP) :

Projets d'OPAH en 2009 :

- Communauté de communes du pays de Pont à Mousson,
- Communauté de Communes entre Meurthe et Verdurette,
- Communauté de Communes du Badonvillois,
- Communauté de Communes du Saintois au Vermois,
- Communauté de communes du Pays de Briey,
- Communauté de communes du Pays de l'Orne,
- Communes de la Communauté de Communes de Longwy.

Etudes d'OPAH qui pourraient être lancées en 2010 :

- Lunéville centre ancien (OPAH RU),
- Communauté de communes de la Mortagne

Les prévisions de consommations en 2009 et les perspectives pour 2010 et 2011 font l'objet de tableaux figurant en annexes.

#### 1.5. La communication et la formation

Une attention particulière est à accorder à la communication vis-à-vis des bénéficiaires des aides de l'Anah que sont les propriétaires. Ils doivent avoir accès à une information claire et précise pour connaître au mieux les modalités d'intervention de l'Anah et les conditions en vigueur localement. Cette communication est le travail quotidien du personnel de la délégation locale de l'Anah et repose sur une maîtrise de la réglementation. La généralisation à l'ensemble des secteurs programmés des fiches d'information pour présenter au mieux les dispositions applicables en matière de loyer maîtrisé va être poursuivie. La communication verbale est en effet bien souvent insuffisante pour permettre un accès aisé à une information qui se révèle par définition vaste et complexe d'un premier abord.

Compte de la situation budgétaire extrêmement tendue, les demandeurs subissent des délais d'attente anormalement long et sont confrontés à des situations financières parfois catastrophiques.

Cet état de fait implique une gestion complexe de l'accueil des demandeurs et nécessite de la part des agents de la délégation de communiquer de manière appropriée. Cette communication est souvent délicate et épineuse. Les opérateurs doivent également adapter au contexte la communication qu'il assure dans le cadre de leurs missions.

Le plan de communication et de formation de la délégation pour l'année 2009 se trouve en annexe 6.

#### 1.6. La gestion de la qualité et les contrôles

Pour rappel :

- Les subventions de l'Anah proviennent d'une dotation budgétaire attribuée chaque année par l'État, ce qui impose, s'agissant de fonds publics, une utilisation la plus rigoureuse possible,
- L'attribution de subventions en contrepartie d'engagements significatifs des propriétaires bailleurs sur une longue durée confère à l'Anah une vocation sociale qu'il convient de faire respecter.

Au vu de ces enjeux, une des missions de la délégation de l'Anah est :

- de vérifier l'usage efficient de l'argent public,
- d'assurer le plus grand respect de la déontologie,
- de veiller à l'image de marque de l'Anah afin que sa crédibilité ne soit pas remise en cause.

La politique de contrôle menée au sein de la délégation locale de l'Anah doit reposer sur :

- une charte des dossiers sensibles sur la base de laquelle l'instruction de certains dossiers est assurée de façon spécifique,
- un contrôle hiérarchique effectué par le délégué local et la déléguée locale adjointe sur les dossiers instruits à l'engagement et au paiement,
- un contrôle des engagements d'occupation réalisé par sondage sur les dossiers soldés 3 années auparavant.

Une réflexion sur la charte des dossiers sensibles est à engager pour adapter au mieux cette charte aux données actuelles (critères définissant les dossiers sensibles, moyens en personnel de la délégation...).

Les contrôles reposent également sur des partenariats extérieurs instaurés pour certains depuis de nombreuses années. Ainsi, la Brigade de Contrôle et de Recherche des Impôts a un droit de communication sur les dossiers ANAH. Par ailleurs, les contrôles des logements réalisés par la CAF dans le cadre du versement de l'allocation logement constituent une source d'information à exploiter.

Ils doivent être poursuivis, voire développés pour ce qui concerne le conventionnement sans travaux. Ainsi, en sus de la vérification systématique des niveaux de loyer et de ressources des locataires réalisée pour toute convention conclue avec l'Anah, un contrôle de la décence sera fait sur des dossiers choisis en s'appuyant sur la connaissance des contextes locaux.

Enfin, une organisation spécifique a été mise en place pour traiter au mieux les signalements relatifs aux logements très sociaux financés par l'Anah.

#### 1.7. Les partenariats

L'action de la délégation locale de l'Anah menée pour atteindre les objectifs qui lui sont assignés repose en grande partie sur des partenariats. Outre les partenariats instaurés avec les collectivités locales dans le cadre d'opérations programmées et les relations qui se développent avec les instances représentatives des propriétaires, la délégation locale est en lien avec différents partenaires extérieurs dont les principaux sont décrits ci-après :

- La mise en place du dispositif partenarial développé et piloté par la CAF pour lutter contre le logement non décent s'est poursuivie en 2008 et a conduit au lancement effectif de l'application extranet (base de données accessible à l'ensemble des partenaires).

La délégation a inscrit dans ses activités la participation active à ce dispositif pleinement opérationnel depuis début 2009.

- La délégation est amenée à travailler régulièrement avec la DDASS pour les dossiers d'insalubrité et ceux concernés par des risques d'exposition au plomb,

Sur la base d'une convention conclue avec EDF, les projets comportant du chauffage électrique sont soumis pour leur recevabilité à la production d'un Bilan de Rénovation Electrique et pour leur paiement au label Promotelec, pour garantir la maîtrise des charges,

Une intervention concertée est à mettre en place au niveau de la production de logements très sociaux (Programme Social Thématique avec le département), notamment en secteurs programmés. L'opportunité foncière, co-validée par le Conseil Général et l'Etat, co-pilotes du Plan Départemental pour le Logement des Personnes Défavorisées, permet de s'assurer au mieux du besoin de logement très social au regard des familles en attente de ce type d'habitat adapté. En 2009, un avenant à la convention PST sera signé pour fixer l'objectif quantitatif de production.

#### 1.8. Le développement durable

Afin d'améliorer la performance énergétique des logements du parc privé, l'Anah rend obligatoire dans certains cas, à compter du 1er janvier 2009, une évaluation énergétique (Diagnostic de Performance Energétique) avant et après travaux, pour l'octroi de ses subventions. (relevé des décisions prises par le Conseil d'Administration de l'Anah en séance du 3 juillet 2008)

Des éco-primes pourront être accordées : 2000€ par logement aux propriétaires bailleurs (PB) et 1000€ aux propriétaires occupants très sociaux (PO TSO) au titre des économies d'énergie, selon les dispositions prévues par le Conseil d'Administration de l'Anah.

Pour les propriétaires bailleurs, l'obtention de cette prime devra faire l'objet d'un projet subventionné lui permettant d'être classé après travaux au moins en étiquette énergie « D » (niveau fixé localement par la Commission d'Amélioration de l'Habitat du 18/12/2008)

#### ANNEXES :

##### annexe 1 : Bilan au regard des objectifs pour 2008 (en nombre de logements)

Le tableau ci-après présente les objectifs de l'Agence déclinés en nombre de logements par types d'intervention.

type d'intervention	Propriétaires bailleurs (PB)		Propriétaires occupants (PO)	
	Objectif Meurthe-et-Moselle 2008 en nombre de logements (hors CUGN et CCBP)	Bilan Meurthe-et-Moselle 2008 en nombre de logements (hors CUGN et CCBP)	Objectif Meurthe-et-Moselle 2008 en nombre de logements (hors CUGN et CCBP)	Bilan Meurthe-et-Moselle 2008 en nombre de logements (hors CUGN et CCBP)
<b>Logements à loyers maîtrisés</b>	203	281		
<b>Dont logements conventionnés Très Sociaux</b>	21	23		
<b>Dont logements conventionnés Sociaux</b>	106	183		
<b>Dont logements à loyers Intermédiaires</b>	76	75		
<b>Remise sur le marché de logements vacants (PCS)</b>	209	173		
<b>Lutte contre l'habitat indigne</b>	97	291(*)	50	4

(\*)dont 245 logements en copropriété (cité Radieuse de Briey)

##### annexe 2 : Objectifs pour 2009 (en nombre de logements)

Le tableau ci-après présente les objectifs de l'Agence déclinés en nombre de logements par types d'intervention.

Types d'intervention	Propriétaires bailleurs (PB)	Propriétaires occupants (PO)
	Objectif Meurthe-et-Moselle 2009 en nombre de logements (hors CUGN et CCBP)	Objectif Meurthe-et-Moselle 2009 en nombre de logements (hors CUGN et CCBP)
<b>Logements à loyers maîtrisés</b>	195	
<b>Dont logements conventionnés Très Sociaux</b>	20	
<b>Dont logements conventionnés Sociaux</b>	125	
<b>Dont logements à loyers Intermédiaires</b>	50	
<b>Logements indignes ou très dégradés</b>	71	51

Indigne	46	29
Très dégradé	25	22
Économies d'énergie		250

PO : Propriétaire occupants - PB : Propriétaires bailleurs

### annexe 3 : grilles de priorités

pour les dossiers déposés à compter du 01 janvier 2009

hors territoire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et hors territoire de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey (délégataires des aides à la pierre)

#### PROPRIETAIRES BAILLEURS

Priorités	Types d'intervention
1	Travaux de sortie d'insalubrité, de saturnisme, de péril pour tous les logements y compris ceux soumis à la loi de 1948, sous condition de conventionnement du logement (loyer social, très social, intermédiaire)
2	Interventions spécifiques à caractère social (travaux d'accessibilité et d'adaptation, propriétaires bailleurs de ressources modestes, organismes agréés, locataires défavorisés) si le logement est conventionné (loyer social, très social, intermédiaire) Pour les logements en loyer libre seul le surcoût des travaux « adaptation handicap » sera éligible
3	Lutte contre la précarité énergétique

#### PROPRIETAIRES OCCUPANTS

Priorités	Types d'intervention
1	1.1. Travaux de sortie d'insalubrité, de saturnisme, de péril 1.2. Interventions spécifiques à caractère social (travaux d'accessibilité et d'adaptation) 1.3. Logements occupés par un propriétaire « très social » 1.4. Travaux répondant aux thématiques prioritaires en secteur programmé (OPAH)
2	2.1. Mise aux normes de confort de logements ne possédant pas les 3 éléments de confort 2.2. Travaux de mise en sécurité : électricité, gaz, prévention des risques d'accidents, mise aux normes d'ascenseur... 2.3. Travaux d'amélioration de logements au profit de la santé des habitants : présence de radon, amiante, humidité, lutte contre le bruit, qualité de l'air intérieur, solutions passives pour le confort thermique d'été... 2.4. Travaux permettant des économies d'énergie

### annexe 4 : dispositions particulières pour l'instruction des dossiers

Dispositions particulières annexées aux critères de priorité

pour les dossiers déposés à compter du 01 janvier 2009

hors territoire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et hors territoire de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey (délégataires des aides à la pierre)

#### 1. Secteur diffus

Ne sont plus subventionnés les projets des propriétaires bailleurs (PB)
sauf les logements occupés insalubres avec obligation d'un conventionnement social après travaux, sauf PST relevant du Plan Départemental pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDLPD).
Modalités d'intervention des aides Anah
Accord d'une subvention uniquement dans le cadre d'un projet de rénovation global du logement, Minoration des taux de travaux subventionnables de 10 points en zone B et de 5 points en zone C, Minoration de 50 € du plafond de travaux subventionnable en zone B et en zone C, Suppression de la prime à la vacance du logement, Suppression des déplafonnements pour insalubrité (taux et plafond) - sauf dans le cas d'arrêté d'insalubrité ou de péril (Municipal, Préfectoral...) - sauf logement occupé insalubre.
Pas de subventionnement de transformations d'usage (hangars, granges, bâtiments agricoles, combles...) - sauf extension d'un logement dans les combles - sauf communes soumises aux obligations de la loi SRU, zones tendues, besoins de logements spécifiques, communes ayant des opportunités foncières très réduites (ex : zones inondables, affaissements miniers...)
Propriétaires Occupants
PO TSO : prise en compte de tous travaux relevant des critères anah, PO Standard : prise en compte des travaux de mise aux normes du logement sauf remplacement des menuiseries et de chaudière, PO adaptation au handicap : sous réserve d'avis de la MDPH, de la Mission relais, ou autre organisme.

#### 2. Secteur programmé :

OPAH actives : décisions en cours de contractualisation par un avenant,

OPAH futures : intégration des nouvelles mesures dans les futures conventions.

Modalités d'intervention des aides Anah pour les propriétaires bailleurs (PB)
Minoration des taux de travaux subventionnables de 5 points en zone B, Minoration de 50 € du plafond de travaux subventionnable en zone B et en zone C, Suppression de la prime à la vacance du logement, Suppression des déplafonnements pour insalubrité (taux et plafond) - sauf dans le cas d'arrêté d'insalubrité et de péril (Municipal, Préfectoral...) - sauf logement occupé insalubre.
Pas de subventionnement de transformations d'usage (hangars, granges, bâtiments agricoles, combles...) - sauf extension d'un logement dans les combles, - sauf communes soumises aux obligations de la loi SRU, zones tendues, besoins de logements spécifiques, communes ayant des opportunités foncières très réduites (ex : zones inondables, affaissements miniers...), - sauf besoins spécifiques identifiés par l'étude pré-opérationnelle et contractualisés dans la convention d'OPAH.
Pas de changement pour les propriétaires occupants (PO)

### annexe 5 : plan de communication et de formation pour l'année 2009

PROBLEMATIQUE	- Évolution de la réglementation et adaptation des loyers maximum autorisés en conventionnement avec et sans travaux - Contexte budgétaire conduisant à des mesures de resserrement du dispositif d'aides
OBJECTIFS	- Informer les propriétaires bailleurs ou occupants sur les aides auxquelles ils peuvent prétendre et des conditions de leur attribution (engagements, niveaux de loyer....) - Informer et sensibiliser les AMO, les bureaux d'études d'OPAH - Informer les différents partenaires (artisans, ADIL, partenaires sociaux...) - Susciter l'implication des collectivités locales dans la politique sur le parc privé
ACTIONS A CONDUIRE	- Communiquer sur les priorités locales : articles de presse, diffusion de documents, prospectus, plaquettes - Porter à la connaissance du public les opérations programmées en cours et à venir : articles de presse lors de lancement de nouvelles OPAH, articles de presse sur des réhabilitations achevées - Faire connaître les réalisations (exemplarité) : (actions ponctuelles en fonction des réalisations) - article de presse à l'occasion d'une réception de travaux d'un dossier complexe - organisation de visites de chantier avec les membres de la CAH + article de presse - Organiser des réunions de travail avec les assistants à maîtrise d'ouvrage (AMO), bureau d'études d'OPAH - Poursuivre la formation des instructeurs (démarche de qualité) sur les aides fiscales, la promotion du logement social.... - Développer le volet Anah sur le site Internet de la DDE - Participer à des manifestations « grand public » : réunion d'information à l'attention des propriétaires bailleurs sur les dispositifs en vigueur (Anah, fiscalité) - Informer les adhérents de l'Union Nationale de la Propriété Immobilière, principal instance représentative des propriétaires en Meurthe-et-Moselle
RESULTATS ESCOMPTES	- Faire connaître les aides de l'ANAH et les priorités en vigueur - Assurer une communication adaptée au contexte budgétaire

## annexe 6

adaptation des loyers conventionnés (se reporter à l'annexe 5 du programme d'action 2008 – décision de la CLAH du 29 mai 2008, applicable au 1<sup>er</sup> juillet 2008)

## DIRECTION DES SERVICES FISCAUX DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## Extrait de l'arrêté du 18 décembre 2009 portant clôture des travaux de remaniement du cadastre de la commune de Vittonville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATANT que les conditions requises sont remplies ;

## A R R E T E

Article 1 - La date d'achèvement des travaux de remaniement du cadastre dans la commune de VITTONVILLE est fixée au 17 décembre 2009.

Article 2 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame le Maire de la commune de VITTONVILLE, ainsi qu'à Madame la Directrice des Services Fiscaux et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE.

Nancy, le 18 décembre 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

## AUTRES SERVICES

## CENTRE DE DETENTION D'ECROUVES

Le Chef d'établissement du Centre de détention d'Ecrouves donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (articles R57-8 et R57-8-1) aux personnes désignées et pour les décisions administratives individuelles ci-dessous :

DECISIONS ADMINISTRATIVES INDIVIDUELLES VISEES DANS LA PARTIE REGLEMENTAIRE DU CODE DE PROCEDURE PENALE	Référence textuelle	Directrice adjointe	Chef de détention	Officiers	Corps encadrement
<u>Sécurité de l'établissement :</u> Usage des armes	D.267 CPP D.283-6 CPP	X			
Fouille des détenus	D.275 CPP	X	X	X	
Utilisation des moyens de contraintes	D.283-3 CPP D.283-4 CPP	X	X	X	
Détermination du niveau des escortes pénitentiaires	D.308 CPP	X	X		
<u>Procédure disciplinaire à destination des détenus :</u> Mise en prévention	D.250-3 CPP	X	X	X	X
Engagement des poursuites disciplinaires	D.250-1 CPP	X	X		
Désignation d'un interprète lors de la commission de discipline pour les détenus qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	D.250-4 CPP	X	X		
Présidence de la commission de discipline et prononcé des sanctions définies aux articles D251 et suivants du code de procédure pénale	D.250 CPP	X	X		

Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions disciplinaires	D.251-4 CPP D.251-8 CPP	X			
Retenue au profit du Trésor Public	D.332 CPP	X			
<b>Procédure d'isolement :</b> Toute décision ou proposition relative à l'isolement	D.283-1 et suivants CPP	X			
<b>Autorisation d'accès :</b> Etablir les autorisations d'accès à l'établissement visées aux articles D.277, D.389, D.390 et D.390-1 du code de procédure pénale	D.277 CPP D.389 CPP D.390 CPP D.390-1 CPP	X	X		
Suspension de l'habilitation d'un praticien hospitalier	D.388 CPP	X			
<b>Visites et correspondances :</b> Octroi, retrait ou suspension des permis de visite pour les condamnés	D.403 CPP D.404 CPP D.411 CPP	X			
	D.409 CPP	X	X		
Décision relative à l'utilisation d'un parloir avec dispositif de séparation	D.405 CPP	X	X	X	
Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison	D.473 CPP	X			
Interdiction pour les détenus de correspondre avec des personnes autres que le conjoint ou les membres de la famille	D.414 CPP	X	X		
Retenue de la correspondance d'un détenu	D.415 CPP D.416 CPP	X	X		
Retenue d'un manuscrit d'un détenu	D.444-1 CPP	X	X		
<b>Affectations en cellule :</b> Toute décision relative à l'affectation en cellule	D.84 CPP D.85 CPP D.91 CPP	X	X		
<b>Travail, activités à l'établissement :</b> Conclusion d'un contrat de concession de travail pour une durée égale ou inférieure à mois et pour un effectif égal ou inférieur à 5 détenus	D.104 CPP	X			
Autorisation pour les détenus de travailler à leur propre compte ou pour des associations	D.101 CPP	X			
Classement, déclassement ou mise à pied d'un détenu	D.99 CPP	X			
Autorisation d'organisation d'activités par des personnes extérieures	D.446 CPP	X	X		
Organisation des célébrations d'offices et de prêches	D.435 CPP	X			
Autorisation pour le détenu de recevoir des cours par correspondance	D.454 CPP	X			
Refus opposé à un détenu de se présenter à un examen	D.455 CPP	X			
Interdiction opposée à un détenu de participer aux activités sportives	D.459-3 CPP	X	X	X	
<b>Sommes, valeurs et biens des détenus :</b> Autorisation d'entrée ou de sortie d'argent, de correspondance ou d'objet en détention	D.274 CPP	X	X	X	
Remise de sommes d'argent pour les détenus placés en semi-liberté, en placement extérieur ou bénéficiant d'une permission de sortie	D.122 CPP	X	X	X	X
Autorisation de versement sur des comptes spécifiques des sommes d'argent par les détenus	D.330 CPP D.331 CPP	X			
Refus de prise en charge d'objets ou de bijoux	D.336 CPP	X	X		
Autorisation de remise à un tiers désigné par le détenu d'objets lui appartenant	D.340 CPP	X	X		
Autorisation pour les détenus d'envoyer de l'argent à leur famille	D.421 CPP	X			
Autorisation pour les détenus de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis de visite	D.422 CPP	X			
Autorisation pour les détenus de recevoir des colis de linge et livres brochés	D.423 CPP	X	X		
Autorisation pour un détenu hospitalisé de détenir une somme d'argent	D.394 CPP	X	X		
<b>Divers :</b> Retrait à un détenu pour des raisons de sécurité de médicaments, matériel ou appareil médical lui appartenant	D.273 CPP	X	X	X	
Réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur de l'établissement	D.124 CPP	X	X		
Diffusion à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement de bulletins ou journaux rédigés avec l'accord ou sous le contrôle de l'administration pénitentiaire.	D.444-1 CPP	X			

Ecrouves, le 14 décembre 2009  
Le chef d'établissement

---

**Décisions et propositions relatives à l'isolement – Délégation de signature**

Je soussigné, Michel GARCIA, chef d'établissement du Centre de détention d'Ecrouves, délègue ma signature à :

Madame Katia SIRE-GELIS  
Directrice adjointe

pour toutes les décisions et propositions relatives à l'isolement de la compétence du chef d'établissement conformément aux dispositions prévues par le décret n° 2006-337 du 23 mars 2006.

Fait à Ecrouves, le 14 décembre 2009

Le chef d'établissement,  
Michel GARCIA

---

**Décision du 14 décembre 2009 portant délégation de signature**

Le Directeur du Centre de détention d'Ecrouves, Michel GARCIA

Vu le code de procédure pénale notamment son article R.57-8 // R.57-8-1 ;

**D E C I D E**

Délégation permanente de signature est donnée à Madame Katia SIRE-GELIS, Adjointe au Chef d'établissement, aux fins de :

- présidence de la commission de discipline
- décisions et propositions relatives à l'isolement
- courriers administratifs, budgétaires et comptables.

Le chef d'établissement,  
Michel GARCIA

